

<http://divergences.be/spip.php?article491>



Claudio Albertani

Oaxaca, un an plus tard. Le Miroir du Mexique

- Archives - Archives Générales 2006 - 2022 - Thématiques - Claudio Albertani -

Date de mise en ligne : dimanche 1er juillet 2007

Copyright © Divergences Revue libertaire en ligne - Tous droits réservés

Claudio Albertani enseigne la sociologie à l'Université autonome de Mexico (UNAM). Il revient sur les événements qui depuis un an agitent l'État de Oaxaca.

*"La guerre, c'est la paix,
la liberté, c'est l'esclavage,
l'ignorance, c'est la force."
George Orwell ("1984")*

"La paix règne à Oaxaca et on en respire
un climat de tranquillité."
Ulises Ruiz, le 10 mai 2007.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L189xH142/oaxaca1_copie-13fd3.jpg

Un an après le conflit des enseignants qui a éclaté dans l'Oaxaca, cet État est le miroir du Mexique. La droitisation que connaît le pays avance à pas de géant, mais la rébellion aussi, qui cherche, et parfois trouve, de nouveaux chemins. La pauvreté dans laquelle vivent environ 67 % des Oaxaquègues (2 349 570 habitants, sur un total de 3 506 821, selon les données officielles) et l'inégalité sociale "sont deux éléments qui les empêchent de participer activement à la société", affirme la Banque mondiale [1].

Creuset de cultures indigènes et métisses, les dernières années ont vu Oaxaca, la capitale de l'État du même nom, se transformer en une immense vitrine pour touristes qui rapporte beaucoup d'argent aux investisseurs locaux, mexicains et étrangers, mais très peu au commun des habitants. Avec l'arrivée d'Ulises Ruiz Ortiz (URO) au poste de gouverneur, fin 2004, cette situation a encore empiré, inaugurant un nouveau cycle autoritaire caractérisé par l'emploi arbitraire des deniers publics, l'augmentation du narcotraffic, la destruction du patrimoine historique et naturel, la persécution des moyens de communication indépendants et la répression sous toutes ses formes. Brute maladroite et sans pitié, le gouverneur Ulises Ruiz Ortiz doit son poste non pas au verdict des urnes mais à la fraude électorale, comme le président Felipe Calderón.

LES GUERRES D'URO

Loin d'être un reliquat du passé, le despotisme qui règne dans l'Oaxaca résume et à la fois révèle les contradictions aiguës du Mexique d'aujourd'hui. Certains vont jusqu'à évoquer à ce sujet un processus larvé de fascisation [2]. Sans entrer dans un tel débat, le fait est que la droite archaïque et oligarchique actuellement au pouvoir a entrepris une modernisation agressive et discriminatoire, qui va de pair avec l'émergence d'une vague de subversion sociale inédite qui la met en péril. Cette droite ne recule devant rien. Elle ne prétend à aucune légitimité et n'a que faire de la concertation, elle cherche uniquement à s'enrichir et à perpétuer sa propre existence. Dans l'Oaxaca et ailleurs, son programme

reste inchangé : démanteler les derniers vestiges de l'État du contrat social, soumettre le pays aux nécessités du capital multinational et en finir avec tout ce qui ressemble de près ou de loin à la gauche. Les nuances politiques et les guerres intestines - car il y en a - importent donc peu puisque, dès que le besoin s'en fait sentir, de telles disputes n'empêchent pas cette droite de rallier non seulement le PAN, mais une bonne part du PRI et même de ladite gauche institutionnelle.

Le maintien d'URO dans ses fonctions et l'appui qu'il a reçu de la part de deux exécutifs fédéraux consécutifs (celui de Vicente Fox et celui de Felipe Calderón) ne tranchent en rien sur le panorama mexicain actuel : les premiers mois de la nouvelle administration du PAN se caractérisent en effet par la militarisation des principales régions indigènes du pays, par les nombreux assassinats perpétrés par l'armée et par la demande effectuée par le gouvernement mexicain auprès de son homologue nord-américain de lancer au Mexique un "Plan Colombie", sous le prétexte de lutter contre le narcotrafic [3].

Quant à l'arbitraire dont fait preuve le gouverneur de l'Oaxaca, un avant-goût en avait été donné dès le lancement de sa campagne électorale.

Le 27 juillet 2004, en effet, lors d'un meeting de propagande tenu à Huautla de Jiménez, ses sbires ont battu à mort Serafín García, un enseignant, dont le seul délit était de s'opposer à sa candidature. Comme beaucoup d'autres, ce crime est resté impuni [4]

Le jour des élections, le 1er août, par trois fois le dépouillement du scrutin s'écroula comme un château de cartes, dans le chaos le plus complet, aussi "Todos Somos Oaxaca" ("Nous sommes tous Oaxaca"), une coalition dirigée par Gabino Cué, demanda-t-elle officiellement l'annulation de la "victoire" d'URO - surnommé le "mapache mayor" [5] ("le Grand Mapache"). En pure perte : les jeux étaient faits et tout semble indiquer que le poste de gouverneur constituait le paiement de la dette contractée avec la guerre sale qu'URO avait supervisée quelques années auparavant au Tabasco contre Andrés Manuel López Obrador, ennemi juré de Roberto Madrazo, l'aspirant du PRI à la candidature à l'élection présidentielle.

Quoi qu'il en soit, la première action du nouveau gouverneur fut de déclencher une autre guerre, cette fois contre un journal local indépendant, "Noticias de Oaxaca", jugé coupable du crime de dissidence. Le 17 juin 2005, des nervis menés par David Aguilar, député affilié au PRI et "dirigeant syndical", faisaient irruption dans les locaux de ce quotidien. Devant le refus de la rédaction de se joindre à une prétendue "grève", les assaillants ont retenu sur place pendant plus d'un mois les 31 journalistes qui s'y trouvaient [6].

Malgré tout, "Noticias de Oaxaca" continua de paraître car les otages sont parvenus à envoyer des informations par Internet et le journal put être imprimé à Tuxtepec, à plus de 200 kilomètres d'Oaxaca. Quand la police de Ruiz Ortiz voulut intercepter les camionnettes qui transportaient les imprimés, le propriétaire du journal, Ericel Gómez, loua un petit avion

pour que les vendeurs de rue puissent aller le chercher directement à l'aéroport, avec l'aide du syndicat des enseignants. La bataille ne s'acheva pas là, le tirage fut considérablement réduit mais "Noticias de Oaxaca" réussit finalement à survivre à la persécution des autorités. Du coup, le journal s'est visiblement radicalisé et il est devenu le quotidien le plus vendu de l'État de l'Oaxaca. URO essayait ainsi sa première défaite.

Un autre signe avant-coureur est l'attaque qu'a subie Santiago Xanica, une communauté indigène zapotèque en pleine Sierra Sur, en lutte depuis des années pour faire respecter ses droits collectifs. En décembre 2004, quelques jours seulement après la prise de fonctions d'URO, l'armée a commencé à patrouiller dans la localité et, le 15 janvier 2005, la police préventive de l'Oaxaca tira sur environ 80 indigènes qu'elle prit dans un feu croisé alors qu'ils effectuaient des travaux communautaires aux abords du cimetière. Abraham Ramírez Vázquez, dirigeant du Comité pour la défense des droits indigènes (Codedi), fut grièvement blessé lors de cette embuscade. Partant du principe que, au temps des assassins, ce sont les victimes qui sont coupables, ce combattant social fut arrêté sans autre forme de procès et croupit toujours à l'heure actuelle dans les geôles de la prison de Pochutla [7].

Peu après, URO s'est embarqué dans un réaménagement au coût exorbitant et néfaste, écologiquement parlant, du zócalo d'Oaxaca, la grand-place, travaux qui lui ont valu l'antipathie de la classe moyenne locale mais lui a permis d'engraisser substantiellement le compte en banque de ses proches.

Dès la fin mai 2006, on comptait déjà près de soixante-dix prisonniers politiques dans l'Oaxaca. N'étant pas satisfait, le gouverneur fit tirer sur la section 22 du Syndicat national des travailleurs de l'enseignement (SNTE), qui rassemble environ 70 000 membres et s'appuie sur une longue tradition de luttes indépendantes.

Depuis des années, à l'approche du Jour des instituteurs (le 15 mai), les enseignants installent un "plantón", un piquet de grève-rassemblement, dans le centre-ville d'Oaxaca, pour émettre leurs revendications. Les habitants s'en plaignent et ronchonnet mais leur refusent rarement leur sympathie. Catalyseurs de la conscience sociale, pleinement dévoués à leur travail et fins connaisseurs des réalités locales, ils jouissent d'un grand respect dans cet État du Mexique.

Cette année-là, ils exigeaient le réajustement de leur maigre salaire pour toucher ce qui est en vigueur dans le reste du pays, une revendication qui débordait donc le cadre de l'Oaxaca pour impliquer aussi les autorités fédérales. Cependant, au printemps 2006, toute négociation devint subitement impossible : URO menaçait ouvertement les enseignants et essaya de monter l'une des fractions du mouvement contre l'autre, tandis que le gouvernement fédéral du PAN ne voulut rien savoir de cette affaire, pensant en profiter pour porter un coup sérieux au PRI.

Le "plantón" a commencé le 22 mai, sans provoquer de réponse particulière de la population. Encouragé par ce peu d'écho, le 14 juin, URO ordonna l'expulsion, comptant sur un effet surprise. À 4 h 50 du matin, appuyés par des hélicoptères lançant des grenades au gaz toxique, des agents de différents corps de police attaquèrent les manifestants, tirant sur les gens désarmés. Non contents de la panique causée parmi la population, les policiers ont cassé tout ce qui leur tombait sous la main, y compris le siège de Radio Plantón, la station de radio des enseignants. L'attaque s'est soldée par 200 blessés, sans compter un nombre indéterminé de disparus.

URO manifestait ainsi le talent qui est le sien pour répondre à l'insatisfaction sociale, comme l'avait fait Enrique Peña Nieto, gouverneur - du PRI, lui aussi - de l'État de Mexico, à Atenco, quelques semaines auparavant, avec la collaboration enthousiaste de l'exécutif fédéral du PAN [8]. À la veille de l'élection présidentielle, le gouverneur de l'Oaxaca transmettait donc le message émis par son chef, Roberto Madrazo : le PRI est le parti de l'ordre. Dès cet instant, les élections étaient entachées de sang.

L'INCENDIE

Ce qui est arrivé ensuite montre à nouveau clairement que, quand les puissants se montrent trop avides, ils finissent par aller à l'encontre de leurs intérêts [9]. La population, qui était restée passive jusque-là - si ce n'est ouvertement hostile -, changea totalement d'attitude et se précipita dans la rue pour se solidariser avec les enseignants.

Ces derniers, regroupés pour affronter les forces de l'ordre avec des pierres et des bâtons, étaient maintenant aidés par des universitaires, par des organisations sociales et par des habitants. En quelques heures, la foule enflammée reprit le zócalo et réinstalla le "plantón", au grand dépit d'Ulises Ruiz. Immédiatement, les instituteurs désavouèrent le gouverneur et exigent depuis lors sa démission, condition préalable et non négociable à une résolution de ce conflit salarial.

Le 16 juin, une gigantesque marche rassemblant près de 300 000 personnes démontra le poids social des enseignants. La population - étudiants, mères et pères de famille, travailleurs, fonctionnaires, et même commerçants - accueillait le cortège avec des applaudissements et quand quelqu'un a levé une banderole qui disait "À bas Ulises !", tout le monde a applaudi.

Au même moment, une manifestation de l'Union des communautés indigènes de la zone nord de l'Isthme (Ucizoni) avait lieu à Matías Romero, bloquant pendant plusieurs heures la route transisthmique. Ces deux événements annonçaient ce qui allait bientôt avoir lieu : les "mégamarches" à Oaxaca, la capitale, et la ramification du mouvement dans l'ensemble de l'État.

Le mouvement allait prendre un tour décisif avec la formation, le 18 juin,

de l'Asamblea Popular del Pueblo de Oaxaca (APPO : Assemblée populaire du peuple de l'Oaxaca), qui rassembla, outre les instituteurs, quelque 350 organisations de toute sorte : syndicats, collectifs libertaires, vieux groupements de la gauche marxiste-léniniste, organisations citoyennes, indigènes, travailleurs, artistes, étudiants et individus sans affiliation à un parti.

L'APPO naissait donc sur l'initiative des instituteurs, dans l'idée de canaliser le soutien social vers leur mouvement de revendication, mais elle allait bien vite dépasser ce simple cadre. Le 20 juin, ses membres s'accordèrent sur la création d'une direction collégiale provisoire formée de trente personnes, dans le but de faire front commun "pour entamer une lutte prolongée jusqu'à obtenir la dissolution des pouvoirs, la destitution d'Ulises Ruiz Ortiz et l'instauration d'un pouvoir populaire" [\[10\]](#).

Bien que le terme de "pouvoir populaire" puisse faire grincer des dents, étant donné les expériences passées qu'il pourrait évoquer, il exprime la volonté de transformer les conditions de vie en établissant les bases d'une nouvelle relation entre société et gouvernement.

Rapidement, des commissions internes telles qu'une commission de presse, une commission des barricades et une commission de propagande ont été créées. "Nous avons commencé à constituer un réseau d'organisations et pour toute action envisagée la base devait être consultée, la base des instituteurs et celles de l'APPO elle-même [\[11\]](#)."

À ce stade, les revendications salariales et corporatives étaient désormais reléguées au second plan face à l'exigence du départ d'Ulises Ruiz, revendication qui posait à son tour une exigence de démocratisation.

Pour Gustavo Esteva, trois courants démocratiques distincts [\[12\]](#) ont convergé au sein de l'APPO. Le premier lutte pour une démocratie formelle : comment améliorer les conditions de représentation ; comment en finir avec les pièges et les fraudes du système électoral, éviter la manipulation des médias et garantir un fonctionnement des institutions digne d'un État de droit. Ces revendications sont très fortes dans l'Oaxaca et nettement présentes au sein de l'APPO. Un deuxième courant envisage une démocratie participative : soit le renforcement de l'initiative populaire, l'instauration de formes juridiques telles que le référendum et le plébiscite, la possibilité de révoquer tout mandat et l'accès à ce qui est appelé "budget participatif", autrement dit le fait que les travaux et services publics s'effectuent en consultant systématiquement les habitants et non pas de façon arbitraire. Le troisième, que l'on pourrait dénommer démocratie radicale, dit : nous n'avons nul besoin d'aucun pouvoir politique installé là-haut ; nous pouvons éventuellement avoir besoin de coordination à des fins administratives, mais rien de plus. Ce courant-là lutte pour une société dans laquelle la loi émane de l'autonomie individuelle et collective de tous les êtres humains. Il s'agit là d'un courant transversal qui

s'inspire au Mexique des pratiques des peuples indigènes, mais aussi des luttes urbaines et de l'anarchisme.

Pour reprendre les paroles de David Venegas "El Alebrije" [13], membre du conseil de l'APPO, incarcéré depuis le 13

avril 2007 à la prison d'Ixcotel, "[...] il est possible de vivre et de coexister dans un ordre social émanant de la volonté collective, et non pas imposé par un gouvernement étranger aux intérêts et aux besoins de nos peuples, un ordre social au sein duquel les valeurs dominantes [...] sont la fraternité, la solidarité, la coopération et la défense communautaire et non plus un ordre social reposant sur la peur du châtement, de l'autorité, du qu'en-dira-t-on ou de la prison [14]".

David Venegas se réfère ainsi à la volonté d'auto-organisation et d'autogouvernement des masses qui ont rejoint le mouvement et au désir de créer un monde nouveau à partir des entrailles du vieux monde. Outre que de telles aspirations expliquent le débordement des syndicats et des organisations marxistes-léninistes qui a eu lieu, elles continuent également de constituer la meilleure garantie pour que le danger de fascisation se heurte à une barrière infranchissable.

Loin d'être extrémiste, la "démocratie radicale" est une position réaliste, en ce sens qu'elle s'appuie sur les faits. Elle n'est pas non plus "partisane", attendu qu'elle ne s'identifie à aucune organisation en particulier. Elle n'en est pas moins consciente de ne pas être une position dominante dans l'ensemble du pays. Au Mexique, il existe une caricature de démocratie formelle et un soupçon de démocratie participative, tandis que la démocratie radicale s'exprime notamment au sein des communautés indigènes, chez les zapatistes et, en tant qu'aspiration, dans certaines luttes urbaines. "Donc, conclut Esteva, en ce qui nous concerne, nous coexistons avec les deux premiers courants, parce que nous vivons au Mexique. Nous ne prétendons pas nous séparer du Mexique. C'est là que nous sommes et nous allons accepter certains aspects de la démocratie formelle, mais nous allons tenter de faire les choses à notre façon."

LA FÊTE

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L174xH227/oaxaca2_copie-707c3.jpg

Fin juin 2006, au sein de l'APPO, c'est non seulement une multiplicité d'organisations qui allaient converger, mais aussi des manières différentes de concevoir les choses, une pluralité d'individus et de sensibilités qui renvoient d'une certaine façon à la vieille tradition libertaire du magonisme, encore bien vivante dans l'Oaxaca.

À mesure que l'indignation augmentait, le mouvement gagnait en force, en créativité et en richesse. À l'élection présidentielle du 2 juillet, l'APPO prôna un vote de désaveu contre Ulises Ruiz. Même si beaucoup de membres se sont prononcés clairement en faveur de l'abstention - et malgré

les habituelles manipulations et subterfuges -, le résultat a été sans appel : Andrés Manuel López Obrador remporta le scrutin avec une très large majorité et le PRI fut relégué en troisième position, du jamais vu dans cet État.

La suite des événements forme une histoire très controversée qui reste à raconter dans le détail, nous n'en retiendrons ici que quelques temps forts. Dès le début, l'APPO s'inspira des pratiques démocratiques des Zapotèques, des Mixtèques, des Mixes, des Amuzgos et autres peuples autochtones. D'où le changement opéré dans son nom - quelque peu anachronique -, qui passa d'"Assemblée populaire du peuple" (au singulier) à celui d'"Assemblée populaire des peuples" (au pluriel), ce qui vise plus d'un objectif. En effet, l'idée d'"assemblée" se référant aux pratiques autogestionnaires qui continuent d'exister dans 80 pour cent des 570 communes de l'Oaxaca, il fallait donc aussi relever le fait que ces assemblées possèdent des expressions nombreuses et variées.

Oaxaca, la capitale de l'État, est elle-même, entre autres, une métropole indigène, dont plusieurs des colonias, les quartiers, sont essentiellement habités par des migrants qui vont et viennent entre leurs villages d'origine et la ville. Un grand nombre d'entre eux ont rejoint les protestations ; certains étaient instituteurs, mais la plupart étaient des artisans et des vendeurs ambulants [15]. Apprenant ce qui se passait, les communautés indigènes rejoignirent également le mouvement, auquel elles ont apporté leur immense expérience et la liste de leurs innombrables griefs : misère, oppression, marginalisation, caciquisme, spoliation, oubli...

Dans le même temps, des jeunes de la ville dont l'identité collective se construit dans les quartiers, dans leur musique, dans l'habillement et dans l'art ont accouru eux aussi. "[...] des groupes exclus et marginalisés, et pas seulement par le gouvernement, tels que les prostitué(e)s, les homosexuels, les lesbiennes et autres amours, qui sont venus participer, quoique de manière réduite", parvenant ainsi à ce que "leurs propres griefs s'ajoutent au cri collectif de justice et de liberté pour tous et toutes" [16].

De juin à octobre 2006, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue au cours d'une douzaine de "mégamarches" de proportions absolument inouïes. Ensemble, elles ont forgé une lutte plurielle au sein de laquelle plusieurs secteurs de la société ont appris à coexister, sans renoncer pour autant à leurs différences et à leurs particularités. Ensemble, elles ont relégué Ulises Ruiz à la clandestinité, éclipsant dans les faits tous les pouvoirs institués. Ensemble, elles se sont emparées des administrations, elles ont créé des organes de gouvernement autonome et fait administrer la justice par "l'Honorable Corps des Topiles", milice populaire qui s'inspire de la tradition indigène [17].

Ce ne fut pas un mouvement de classe au sens traditionnel, la classe

ouvrière étant quasi inexistante dans l'Oaxaca [18]. À la rigueur, un mouvement de mouvements. Des gens brandissant des drapeaux avec une faucille et un marteau marchaient à côté des couleurs de la Vierge de Guadalupe et du fanion du A cerclé de l'anarchie, mais un plus grand nombre s'identifiaient par leur appartenance territoriale : quartier, colonia ou communauté.

Ce ne fut pas non plus uniquement un mouvement local : "Ce que nous entreprenons aujourd'hui existe aussi grâce à ce qui s'est fait en Équateur, au Brésil et en Argentine. Nous avons suivi avec intérêt tout ce qui a eu lieu en Amérique latine, mais aussi aux États-Unis, avec nos compañeros émigrés [19]."

Bien que les médias n'aient pas tardé à dénicher quelqu'un à qui faire porter le chapeau, comme Flavio Sosa, par exemple, l'APPO n'a pas non plus été un mouvement de leaders. Lors d'une interview que j'ai réalisée quelques jours avant qu'il ne soit arrêté, Flavio Sosa lui-même démentait le rôle qu'on lui attribuait : "Quand on a commencé à entendre cette histoire, quelqu'un a aussitôt fait une affiche qui disait "ce mouvement n'est pas un mouvement avec des dirigeants, c'est un mouvement des bases", et l'a signé comme groupe. Tout de suite après, des petits malins ont ajouté au-dessous, à la main : "ce n'est pas un mouvement de dirigeants ; et pas non plus de groupes" [20]."

Ce fut encore moins un mouvement qui cherchait à s'emparer du pouvoir, en dépit des délires stalinien de certains des participants. C'est ce qu'indique clairement, par exemple, un bombage que l'on pouvait lire vers la fin octobre 2006 près de la rue Tinoco y Palacios, dans le centre historique d'Oaxaca : "Ils veulent nous obliger à gouverner, nous n'allons pas tomber dans cette provocation." Qu'est-ce que cela signifie ? Gustavo Esteva répond pour nous : "Ça veut dire que ça ne nous intéresse pas de s'emparer de ce gouvernement ; ça veut dire que ce gouvernement est une structure de domination qui sert à contrôler les gens et que nous ne voulons pas avoir une telle fonction [21]."

Confrontés aux atrocités commises par URO, les gens ont entamé un processus innovateur d'auto-organisation et, pendant de longs mois, Oaxaca a connu cette expérience singulière d'une vie sans gouvernement et sans bureaucratie, ouverte au dialogue et à l'innovation. La sagesse collective a su s'imposer pacifiquement aux "convois de la mort", aux disparitions forcées et aux exactions amplement dénoncées, preuves à l'appui, par des organismes de protection des droits humains fondamentaux mexicains et étrangers.

Comme cela se passe dans une authentique révolution sociale, beaucoup de gens ont découvert dans le cours de l'action des capacités qu'ils ignoraient posséder. La participation des femmes fut très intense. Certaines d'entre elles, qui avaient pourtant voté pour le PRI, ont acquis une nouvelle conscience en participant au mouvement. L'une de ces femmes, très âgée, agissant complètement seule et armée de sa seule dignité

rebelle, s'empara d'un autobus pour le mettre au service de la cause. Et c'est un collectif de femmes qui a fait fonctionner la télévision vingt jours durant, démontrant si besoin était que la communication alternative est possible.

On ne peut négliger d'analyser le rôle des médias occupés et détournés car ils ont constitué le fer de lance de cette mobilisation. L'occupation de douze stations de radio commerciales et celle de Canal 9, la chaîne de télé locale, n'étaient au départ que de simples mesures défensives qui suivaient la destruction de Radio Plantón et les dégâts causés à Radio Universidad, les seules voix indépendantes de la ville. Mais il est évident que le mouvement ne se serait pas développé aussi rapidement sans la radio, ce qui constitue une importante leçon à retenir, à dans l'Oaxaca comme ailleurs.

Il y a eu beaucoup de speakerines à la radio. L'une des plus connues, la doctora Berta - aujourd'hui célèbre dans le monde entier -, médecin et âgée de cinquante-huit ans, assurait les émissions de Radio Universidad jour et nuit, buvant tasse sur tasse de café et fumant ses cigarettes Delicados. Elle n'en sortait que pour aller s'occuper des victimes de la répression. J'ai pu la voir personnellement, qui distribuait de l'eau aux manifestants à bord d'une ambulance de la Croix-Rouge.

Nous avons tous appris à reconnaître sa voix un peu rauque qui communiquait avec calme et sérénité les besoins urgents des manifestants tandis que pleuvaient sur eux les balles et les gaz. Le 3 novembre, au lendemain de la bataille de la cité universitaire qui vit la défaite humiliante de la PFP, elle m'avait confié : "À Radio Universidad, comme avant à celle de La Ley, à Radio Plantón ou à Canal 9, la communication est comme il faut qu'elle soit : dans les deux sens, le téléphone ouvert à tous et des connexions via Internet pour l'étranger. Si un bonhomme arrive et me dit qu'il veut envoyer un message, eh bien, faites donc, entrez et envoyez votre message. Les gens viennent ici et disent les choses avec leurs propres mots, avec leur propre pensée, mais de toute façon les gens sont très objectifs. Ils ne parlent peut-être pas bien l'espagnol, mais ils savent ce qu'ils veulent. Personne ne pourra plus stopper un truc pareil [22]."

Il a beaucoup été question des barricades, dans lesquelles on a voulu voir une preuve de la "violence" exercée par l'APPO. En réalité, les barricades ont été une mesure défensive, pour contenir ce que l'on a appelé les "convois de la mort" qui assassinaient des gens. C'était des convois de camionnettes de la police judiciaire de l'Oaxaca auxquelles on avait ôté les plaques d'immatriculation et qui circulaient de nuit, en ouvrant systématiquement le feu contre les passants.

Le 21 août, après l'assassinat de Lorenzo Sanpablo, un architecte, des hommes, des femmes, des enfants et des vieux ont commencé à dresser des barricades, en cercles concentriques, dans toute la ville mais en particulier dans les quartiers périphériques, les plus exposés à la

violence des tueurs. De nuit, les barricades étaient montées et, de jour, elles étaient retirées.

Il y a eu au moins 1 500 barricades, mais il faut bien avouer que personne ne les a comptées et que nous ne connaissons jamais leur nombre exact. Les gens qui les gardaient n'appartenaient pas toujours à l'APPO, c'étaient parfois des citoyens comme les autres et des ménagères qui manifestaient de la sorte leur sympathie avec le mouvement. Chaque matin, ils partaient travailler, mais ils passaient des nuits entières sans dormir à protéger une barricade - et, au passage, à vivre une véritable fête collective [23].

À mon sens, c'est uniquement ce côté festif qui justifie la comparaison qui a été faite avec la Commune de Paris, révolte qui fut elle-même définie comme "la plus grande fête du XIXe siècle". Cela dit, au bout du compte la Commune d'Oaxaca a connu le même isolement que son illustre prédécesseur : il n'y a pas eu au Mexique - pas plus qu'à l'étranger - de grandes mobilisations en soutien à l'APPO.

Ajoutons que les habitants d'Oaxaca ne parlent pas de "commune" mais de "communalité" (comunalidad), terme qui renvoie aux pratiques indigènes locales [24]. Ce qui est sûr, c'est que les jeunes des barricades qui ont livré les combats de rue n'étaient ni des "professionnels" ni des militants au sens traditionnel du terme. C'était le peuple, purement et simplement - et même des enfants des rues, comme celui que l'on peut voir dans une vidéo filmée par le collectif Mal de Ojo [25] -, des gens qui ne savaient rien de la guérilla urbaine et qui se sont formés à la faveur des événements.

http://divergences.be/sites/divergences.be/local/cache-vignettes/L189xH85/oaxaca-resiste_copie-8a21a.jpg

ET MAINTENANT ?

Le grand mouvement social qui a ébranlé la société oaxaquègne est un des événements les plus importants de l'histoire récente du Mexique, uniquement comparable avec l'insurrection zapatiste de 1994. La réponse populaire aux abus d'Ulises Ruiz fut aussi inattendue que massive, imaginative et prometteuse. À l'écologie de la peur, les Oaxaquègnes ont répondu par l'écologie de la fête, qui est profondément enracinée dans la tradition locale. Contre les délires du pouvoir, les habitants ont réaffirmé leur droit au tyrannicide non violent, incarné par le slogan "Ya cayó, Ulises ya cayó" ("Ça y est ! Il est tombé, Ulises est tombé !").

L'APPO est le résultat d'une longue accumulation progressive d'expériences historiques - faite d'erreurs et de réussites - qui convergent dans l'objectif commun de démocratiser les structures du pouvoir. Même si on a pu voir que le sens de cette démocratisation est encore en discussion, il n'en reste pas moins que c'est l'axe autour duquel s'est aggloméré un mouvement multiforme qui ne peut être saisi en partant des analyses marxistes traditionnelles ou sociologiques.

"Car ce qui est en train de s'ébaucher [à Oaxaca] se situe dans la lignée de la Commune de Paris et des collectivités andalouses, catalanes et aragonaises de 1936-1938, où l'expérience autogestionnaire jeta les bases d'une nouvelle société", écrivait Raoul Vaneigem dans un appel à la solidarité internationale avec le mouvement, publié au Mexique par le journal "La Jornada" [\[26\]](#).

Vaneigem a raison, en ce sens que ce qui s'est passé à Oaxaca en 2006 est riche d'espoir pour tous ceux qui sont en quête d'alternatives à la barbarie dominante, au Mexique comme ailleurs. Cependant, il est tout aussi vrai que la répression a anéanti ces mêmes espoirs. Je n'évoquerai pas ici le calvaire vécu par le peuple de l'Oaxaca à partir du 27 octobre 2006, date de l'assassinat du journaliste Brad Will à Santa Lucía del Camino et du massacre d'un nombre indéterminé de personnes à Santa María Coyotepec.

La meilleure source d'informations à ce sujet reste encore le rapport de la CCIODH que nous avons cité et dont les membres déclarent dans leur conclusion : "La Commission considère que les faits survenus dans l'Oaxaca constituent le maillon d'une stratégie juridique, policière et militaire comportant des éléments psychosociaux et communautaires qui visent en dernière instance à obtenir le contrôle des populations civiles et à les soumettre à la terreur dans des zones où l'on assiste au développement d'une organisation des citoyens ou de mouvements d'un caractère social hors des partis [\[27\]](#)."

J'ai participé à cette commission et je peux témoigner de ce que cette conclusion est non seulement modérée, mais qu'elle reste en dessous de la réalité. Bien que nous ayons pu vérifier qu'il y avait eu au moins 23 victimes mortelles jusqu'à la dernière quinzaine du mois de janvier 2007 (toutes du côté du mouvement), nous n'avons pas pu nous informer avec exactitude du grand nombre de disparitions survenues depuis le début du conflit. Pourquoi ? Parce que la terreur est telle que les gens n'ont pas osé dénoncer la disparition de leurs proches, pas même devant un organe aussi digne de confiance que la CCIODH.

Les abus commis par les forces publiques de l'ordre n'ont été ni des "excès" ni des "erreurs", mais une expérience d'ingénierie sociale froidement calculée dans laquelle les pouvoirs fédéraux ont agi en coordination totale avec les pouvoirs locaux. Quels objectifs poursuivaient-ils ? Peut-être bien mesurer la dose de répression qu'un peuple est capable de supporter sans que la situation ne leur échappe. Armando Bartra le dit fort bien : "[...] se préparer à affronter des masses furieuses, c'est supposer qu'elles vont apparaître [\[28\]](#)."

À Oaxaca, les masses ont fait leur apparition, et, comme en Amérique centrale dans les années 1980, le but de l'opération a été d'"ôter l'eau au poisson" (comme le prônent les manuels de contre-insurrection), de semer la terreur et de montrer au citoyen quelconque ce qui peut lui arriver s'il sort du rang. La condamnation inouïe à une peine de

soixante-sept ans de prison qui a été récemment prononcée contre Ignacio del Valle, Felipe Álvarez et Héctor Galindo - dirigeants du Front des communes pour la défense de la terre (FPDT) d'Atenco -, coupables au même titre que leurs frères de l'Oaxaca de l'effroyable crime de dissidence, projette une ombre sinistre sur le Mexique de Calderón [29].

Quel bilan peut-on tirer de sept mois de contre-insurrection ? La terreur continue, quoi qu'en disent les lénifiantes déclarations officielles. Les prisonniers sont libérés de manière purement arbitraire et au compte-gouttes, poursuivant la même stratégie contre-insurrectionnelle qui les avait fait arrêter [30].

Une retraite progressive des masses a eu lieu et, tandis que les voix qui participaient de la pluralité se taisaient, les groupes de la vieille gauche ont gagné du terrain, terrain qu'ils ne possédaient pas auparavant. Ou, plutôt, terrain que leurs membres possédaient, mais en tant que participants légitimes du mouvement et non en tant que dirigeants de tel ou tel groupe.

Parmi eux, certains travaillent d'arrache-pied pour transformer l'APPO en une organisation politique centralisée de type stalinienne. On l'a vu par exemple lors du Congrès constitutif de l'APPO (du 10 au 12 novembre 2006) ou au cours de l'"Assemblée populaire des peuples du Mexique" - tentative en grande partie échouée d'"exporter" le modèle de l'APPO -, quand un membre éminent et connu du Front populaire révolutionnaire (FPR) affirma sans aucune réserve que "le mouvement d'Oaxaca est un mouvement de dirigeants [31]".

Aux traditionnelles querelles qui opposent les vieilles organisations accumulant trente ans de défaites successives est venue s'ajouter à partir de février de 2007 la division sur la question des élections, à savoir : participer ou non aux élections locales ayant lieu fin juin. Un "bloc électoral" s'est formé à l'intérieur de l'APPO, (FPR, FALP, NIOax, etc.), qui a aussitôt engagé une bataille à mort contre le bloc en faveur de l'abstention (VOCAL, CODEP, CIPO, POS, etc.). Le bloc électoral s'est à son tour fracturé, en raison de conflits internes portant sur qui allait empêcher telle ou telle candidature et sur les listes de quel parti.

Au bout du compte, personne n'a récolté grand-chose car le PRD, avec son habituelle générosité, ne leur a cédé qu'une seule candidature. Par contre, les dégâts qui en résultent ont une portée incalculable. L'une de ces conséquences est très probablement l'arrestation de David Venegas - membre du conseil de l'APPO, élu par le secteur des barricades -, membre de VOCAL, libertaire et prônant l'abstention. David Venegas a été arrêté par la police le 13 avril, alors qu'il se rendait à une réunion de l'APPO, sous l'accusation fantaisiste de possession de 30 grammes de cocaïne et de deux sacs contenant de l'héroïne.

Quelques semaines plus tard, il lançait de la prison de graves accusations

contre plusieurs dirigeants connus du bloc électoral, à qui il attribue la responsabilité de son emprisonnement. Sans vouloir entrer dans le vif de la question, il se trouve que David Venegas a été arrêté sous le même chef d'accusation que celui que ces dirigeants avaient fait circuler contre lui, avant son arrestation [32]. Qui plus est, au mois de mars, dans le cadre de sa contre-offensive, la police avait "semé" des explosifs à proximité de ce qui avait été la barricade de Brenamiel, où El Alebrije s'était illustré, l'existence de tels explosifs ayant immédiatement été démentie par David dans une conférence de presse [33].

Les choses étant ce qu'elles sont, il serait vain de vouloir chercher les organisations pures et de vouloir séparer les "bonnes" des "mauvaises" ou les "révolutionnaires" des "réformistes". De telles distinctions ne tiennent pas aux organisations elles-mêmes, elles les traversent en tout sens. Même chez les staliniens du FPR on trouve des *compañeros* et des *compañeros* de valeur. Redonner de l'élan au mouvement n'est pas plus une affaire ethnique. Il ne fait aucun doute que la contribution des indigènes est fondamentale, mais eux non plus ne sont pas immunisés contre la corruption ou contre la funeste séduction de la politique professionnelle, comme plusieurs d'entre eux me l'ont dit personnellement.

David Venegas suggère que "si le canal que l'APPO lui offre [...] est par trop étroit et limité, ce peuple héroïque saura chercher et trouver le chemin de son émancipation [34]". Un diagnostic sévère, mais qui ne semble pas s'éloigner outre mesure de la réalité. Malgré tout, tout n'est pas perdu. À Oaxaca, une question court les rues : comment faire renaître le moment magique que l'on a vécu l'an dernier ? Il n'y a que les femmes et les hommes qui ont participé à ce mouvement qui pourront trouver la réponse. En attendant, le 14 juin, 100 000 personnes sont redescendues dans la rue pour exiger la démission d'Ulises Ruiz Ortiz, et le 18, les enseignants de la section 22 ont repris leur plantón. Non, Oaxaca n'est pas en paix.

Mexico, District fédéral,

le 20 juin 2007,

Claudio Albertani

Traduction autorisée par l'auteur, réalisée par **Ángel Caído**.

Toutes les notes sont de l'auteur.

Origine du texte : [Comité de Solidarité avec les Peuples du Chiapas en lutte](#) (CSPCL) de Paris.

[1] Cité par Luis Arellano Mora dans "[Oaxaca : la pobreza en cifras](#)" ("Oaxaca, les chiffres de la pauvreté")

[2] Carlos Fazio, "¿Hacia un estado de excepción ?" ("Vers un État

d'exception ?") La Jornada, le 4 décembre 2006.

[3] La Jornada, le 9 juin 2007. On se reportera également au viol et meurtre d'Ernestina Ascensión, une femme âgée, dans la Sierra de Zongolica, au Veracruz (La Jornada, le 27 février), ainsi qu'au massacre d'une famille de cinq personnes dans le Sinaloa, coupables de "ne pas s'être arrêtés à un barrage de police" (La Jornada, le 3 juin 2007), qui constituent un véritable modus operandi.

[4] Cf. Commission civile internationale d'observation pour le respect des droits humains (CCIODH), [Rapport sur les événements de l'Oaxaca](#)(en espagnol)

[5] Au Mexique, "mapaches" n'est pas seulement le nom donné aux ratons laveurs, il désigne aussi les vendeurs qui réalisent les fraudes électorales : manipulant les bulletins de vote déposés dans les urnes, ces spécialistes transforment une défaite en victoire ou annulent la victoire d'un parti, généralement un parti de l'opposition.

[6] Interview d'Ismael Sanmartín Hernández, directeur de Noticias de Oaxaca, réalisée le 29 décembre 2006.

[7] Cf. mexico.indymedia.org/tiki-download_file.php?fileId=62 ; la répression ne s'est pas arrêtée là car le 18 juin 2007, comme le dénonce l'Alliance magoniste zapatiste, à Xanica, les sbires d'URO ont enlevé Cesar Luís Díaz, membre du conseil de l'APPO et du Codedi.

[8] San Salvador Atenco est une commune de la vallée de Mexico, qui s'opposa victorieusement en 2002 à la construction d'un aéroport sur les terres communales. En guise de représailles, elle subit en mai 2006 une véritable attaque en règle de l'armée mexicaine, qui fit deux morts et plusieurs dizaines de blessés et se solda par 150 arrestations, 28 personnes étant aujourd'hui encore emprisonnées. Cf. Commission civile internationale d'observation pour les droits humains, [Rapport préliminaire sur les événements d'Atenco](#), 2006 (en espagnol).

[9] Pour cette rapide reconstruction des faits, je me fonde sur les interviews que j'ai réalisées personnellement, sur le Rapport sur l'Oaxaca, op. cit., et sur le récit de Gustavo Esteva lors d'une "Session d'analyse du mouvement social dans l'Oaxaca. Dialogue entre des membres d'organismes civils et des institutions académiques d'Oaxaca et de la ville de Mexico", Université de la Terre, Oaxaca, le 18 mars 2007.

[10] La Jornada, le 19 juin 2006.

[11] [Interview de Miguel Linares Rivera](#) réalisée par Hernán Ouviaña, ville de Mexico, le 29 octobre 2006.

[12] Interview de Gustavo Esteva, Université de la Terre, Oaxaca, le 3 novembre 2006.

[13] figure chimérique multicolore, de bois ou de papier mâché peint dans l'artisanat populaire oaxaquègne

[14] David Venegas Reyes, "Alebrije", [lettre écrite de la prison d'Ixcotel](#), le 23 avril 2007.

[15] Interview de Nicéforo Urbieto, le 3 mai 2007.

[16] David Venegas, lettre citée.

[17] Dans les communautés indigènes, les topiles, sortes d'agents, sont élus en assemblée et, investis du bâton de commandement, exercent sans rémunération la justice. Ils ne sont pas armés.

[18] Ce qui a entraîné la critique virulente d'un groupe anarchiste qui a vu dans l'APPO un mouvement de la petite bourgeoisie (!). Cf. "[Oaxaca : APPO y el reformismo de siempre](#)" ("Oaxaca : l'APPO, le réformisme de toujours").

[19] Miguel Linares Rivera, interview citée.

[20] Interview de Flavio Sosa, le 4 novembre 2006.

[21] G. Esteva, interview citée.

[22] Interview de la docteur Berta Muñoz, Oaxaca, Cité universitaire, le 3 novembre 2006.

[23] "Las barricadas fueron la manera en que el pueblo mantuvo al movimiento" ("C'est par les barricades que le peuple a maintenu en vie le mouvement"), [interview de "Drak"](#), pseudonyme d'un membre du Conseil de l'Oaxaca de l'APPO et de la barricade de Soriana.

[24] Pour en savoir plus sur le concept de comunalidad dans les communautés indigènes de l'Oaxaca, cf. [Benjamin Maldonado, La comunalidad indígena](#) ("La "communalité" indigène").

[25] [Ce collectif](#) a effectué un excellent travail de compilation des événements d'Oaxaca.

[26] Raoul Vaneigem, "Appel d'un partisan de l'autonomie individuelle et collective", publié en espagnol dans La Jornada, le 11 novembre 2006, et en français sur [le site du CSPCL](#).

[27] CCIODH, "[Conclusions et recommandations préliminaires](#)" (en espagnol).

[28] Armando Bartra, "El tamaño de los retos" ("La dimension des défis"), revue La Guillotina N° 56, printemps 2007.

[29] La Jornada, le 6 mai 2007.

[30] Selon Noticias de Oaxaca du 9 juin 2007, il ne reste que 6 détenus et environ 20 mandats d'arrêt émis contre des membres de l'APPO, auxquels il faut ajouter un nombre indéterminé de prisonniers politiques à l'occasion d'autres conflits, en particulier dans la région des Loxichas et à Santiago Xanica.

[31] 11 et 12 novembre 2006, locaux du Situam, Mexico DF.

[32] David Venegas, [lettre du 15 mai 2007](#).

[33] La Jornada, le 14 avril 2007.

[34] David Venegas, le 23 avril, lettre citée.